

Le prolétaire

bimensuel parti communiste international (programme communiste)

Ce qui distingue notre Parti : La revendication de la ligne qui va du « Manifeste communiste » à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste ; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaire, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

Correspondance :
B.P. 266 - 13211 Marseille Cédex 1
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris

Versements :
« le prolétaire »
C.C.P. 2.202-22 Marseille

Abonnements :
« le prolétaire »
1 an : 15 F (150 FB)
6 mois : 8 F (80 FB)
p.li fermé : 27 F et 14 F
par avion : 25 F et 13 F
« programme communiste »
1 an : 15 F (150 FB)

11^e ANNEE - N° 155
du 23 juil.
au 9 sept. 1973
LE NUMERO :
0,80 F

La révolution exige la rupture avec la démocratie et le réformisme

En déclarant la dissolution de la Ligue Communiste, l'Etat a frappé un de ces partis qui, revendiquant l'émancipation ouvrière et la lutte de classe, a organisé, ces dernières années, des forces qui sont un produit et, en même temps, un facteur de déclenchement des antagonismes sociaux, et dont une partie était spontanément portée à tenter de rompre avec l'odieuse politique de collaboration de classe pratiquée par les organisations ouvrières et les grands partis opportunistes, notamment le parti stalinien.

Ce faisant, l'Etat donne satisfaction à ces partis qui lui ont toujours demandé la plus grande rigueur contre ceux qui brisent la paix sociale, et en particulier contre les « gauchistes » qui dénoncent leur collusion ouverte avec la bourgeoisie.

Le P.C.F. écrivait dans l'*Humanité* du 23-6-73, à propos de la manifestation du 21 juin et avant de se déclarer contre la dissolution de la Ligue Communiste : « C'est ce rassemblement (de toutes les forces de la démocratie) que mettent en cause, une fois de plus, les agissements des groupes gauchistes. En se livrant à des provocations délibérées, en semant le désordre et la violence qui rejettent du côté du pouvoir une partie de l'opinion, mise en condition par la télévision, la radio, la presse officielle, avides d'exploiter de tels agissements, les gauchistes servent non la liberté mais le Pouvoir ».

Cette position est parfaitement compréhensible car la collaboration de classe des partis réformistes a comme corollaire politique le respect de principe de la légalité de l'Etat parlementaire, puisque le parlementarisme devrait permettre, à quelques « réformes démocratiques » près, la « transformation socialiste ». Or, ce respect signifie dans les faits le respect et l'invocation de la violence légale de l'Etat dont la forme juridique démocratique ne fait que masquer la machine d'oppression de la classe bourgeoise contre le prolétariat.

La prise de position du P.C.F. et du P.S. contre la dissolution de la Ligue Communiste ne pouvait donc être rien d'autre que la protestation contre la politique d'un gouvernement... qui a, selon eux, exposé sa police à la violence des manifestants sans avoir pris les mesures adéquates pour dissuader ces derniers par un déploiement de forces suffisant :

« MACHINATION n'est pas un mot excessif... Quelqu'un a voulu les affrontements du 21 juin et les a pour le moins laissés se produire sans véritable prévention. Le « maintien de l'ordre » a consisté ce soir-là à faire place nette devant le désordre dans le but de pousser une pointe con-

tre la liberté » déclarait l'*Humanité* du 2-7-73 en lançant un appel pour une manifestation unitaire qui se traduisit par le meeting « de solidarité » du Cirque d'Hiver le 4-7-73.

Ainsi le P.C.F. et autres organisations démocrates qui se sont déclarés dans cette manifestation contre la dissolution de la Ligue (manifestation où cette dernière n'était pas invitée puisque dissoute et donc illégale) l'ont fait en tant que défenseurs non pas des manifestants qu'ils condamnaient mais de l'Etat et de sa violence, paralysée dans son exercice par l'attitude du gouvernement qui aurait failli à ses responsabilités de garant de l'ordre public.

✱

L'objectif de la Ligue Communiste quand elle appela à la manifestation du 21 juin était de combattre un meeting ouvertement anti-prolétarien tenu contre « l'immigration sauvage » par les fascistes d'Ordre Nouveau dans une situation où grandit la vague de mesures quotidiennes d'intimidation, de ratonades et d'expulsions d'ouvriers immigrés. C'est pourquoi la réaction de la Ligue, qui a consisté à désavouer la violence des manifestants, dès que se précisa la menace de sa dissolution, peut sembler au premier abord tout à fait ahurissant. Dans un tract signé par la Ligue (supplément à Rouge n° 210) et diffusé dans la semaine qui suivit les échauffourées avec la police, on peut lire : « Cette collaboration honteuse, (entre Ordre Nouveau et la police) explique, mais ne justifie pas, que des manifestants exaspérés s'en soient pris à un car de police secours place de la Bastille. Nous ne pensons pas en effet que la police se supprime policier par policier (...). Les véritables responsables ce sont ceux qui, tout en protégeant les fascistes, ont abandonné ailleurs le terrain dans l'espoir que nous commettrions des erreurs ; ce sont ceux qui ont « par hasard » mis en place des cars isolés à portée des manifestants ; ce sont ceux qui ont sacrifié les policiers du rang comme appât, dans l'espoir d'un incident exploitable. Ce sont les hauts responsables de la police eux-mêmes ».

Certes, il peut toujours y avoir des provocations. Il y en a eu et il y en aura encore, car c'est une tactique qui fait partie de la guerre entre les classes. D'une façon générale dans toute guerre on tend toujours à déclencher des affrontements à un moment où l'adversaire n'est pas préparé, où il est mis en condition d'infériorité. Ainsi dans les situations de lutte des classes aiguës, la tentative de contre-révolution préventive constitue la plus grande provocation de la bourgeoisie. Quant à l'insurrection révolutionnaire, elle constitue en fait une véritable « provocation » contre la classe adverse, et il s'agit de la préparer au mieux.

Mais le point fondamental est qu'un parti politique qui prétend diriger des forces révolutionnaires ne peut pas se désolidariser de ces forces sans faire le jeu de l'adversaire. Si une telle attitude, qui ne peut en aucune manière être justifiée par les coups de la bourgeoisie que l'on prétendait combattre, est une véritable démission politique dans la situation actuelle où les luttes existantes ne font qu'égratigner la paix sociale dans les grandes métropoles, une telle attitude, dans une période révolutionnaire, n'est rien d'autre que la désertion du camp de la révolution. Le mouvement ou-

(Suite page 4.)

LA RIPOSTE DU MOUVEMENT COMMUNISTE A LA RÉPRESSION BOURGEOISE

Le meeting du Cirque d'Hiver organisé par le Collectif de Défense des Libertés, regroupant les organisations de la « gauche démocratique », sous prétexte de « protestation » contre la répression de l'Etat, la dissolution de la Ligue et l'emprisonnement de deux de ses dirigeants, a donné lieu à une écœurante manifestation pour la sauvegarde de la « liberté outragée » et « des garanties constitutionnelles bafouées ».

L'attitude du mouvement communiste n'a rien à voir avec ces mensonges de « garanties constitutionnelles » présentées par les social-démocrates de tous bords comme des conditions nécessaires à la lutte pour l'émancipation prolétarienne. Car son objectif est l'instauration de la dictature de classe qui liquidera toute garantie et toute liberté pour la classe bourgeoise et pour ses agents, notamment la social-démocratie dans toutes ses nuances.

La répression bourgeoise sur le mouvement ouvrier, sur les organisations collectives de caractère immédiat — et sur leurs membres — comme sur les partis (et leurs militants) qui, en faisant leurs méthodes de la lutte de classe, agissent dans son sein, est une expression de la bataille générale qui oppose la bourgeoisie et son Etat à la classe ouvrière.

La réponse communiste à la répression est donc inséparable de la bataille pour organiser, concentrer et diriger les forces révolutionnaires de la classe dans la lutte pour paralyser et détruire la force organisée de la classe capitaliste.

La riposte du mouvement communiste à la répression opérée par l'Etat capitaliste sur les autres courants politiques qui agissent au sein de la classe ouvrière, est une exigence de la lutte prolétarienne pour l'instauration de sa dictature. D'abord parce que, en s'attaquant à ces organisations politiques, la bourgeoisie vise le mouvement social qu'elles dirigent (car toute lutte sociale est une lutte politique) ; ensuite, parce que l'alignement des forces prolétariennes sur le mouvement communiste, derrière le Parti, alignement qui constitue la condition de la victoire révolutionnaire et de la dictature prolétarienne, résulte de l'élimination de l'influence des partis opportunistes par l'action politique de l'avant-garde communiste au sein des masses prolétariennes, dans toutes les phases et toutes les péripéties de la lutte contre la classe capitaliste et son Etat.

(Suite page 3.)

LE COMMERCE, QUELLE PASSION !

Le fabuleux « remède » de la dévaluation du dollar n'a pas tardé à montrer ses... brillants effets : le déficit commercial des U.S.A. qui en 1971 s'élevait à 1.242 millions de dollars est passé en 1972 à 5.689 millions de dollars. Les U.S.A. sont donc contraints de parler ouvertement de « faillite des accords pour le réaligement des monnaies » et accusent leurs « partenaires » commerciaux d'avoir neutralisé certains avantages dus à la dévaluation, comme si cela n'était pas tout à fait normal dans un système économique où la règle fondamentale est la lutte de tous contre tous : en effet, selon Eberlé, négociateur spécial pour les affaires commerciales, la C.E.E. « a ajusté ses droits variables sur les produits agricoles de façon à exclure que les U.S.A. puissent jouir d'aucun avantage par suite du réaligement » (soit dit en passant, « réaligement » est le synonyme pudique de « dévaluation »), et comme le dit un journal économique, le Japon « a maintenu des contingents sévères dans ces secteurs (produits agricoles, ordinateurs et industrie aérospatiale) où nous aurions pu tirer plus d'avantages pour notre balance commerciale ».

Ainsi au cours de l'année dernière, les importations américaines ont augmenté de 10.000 millions de dollars (1.000 millions de dollars de plus pour le pétrole, 1.000 pour les métaux, 3.000 pour les matières premières et les produits chimi-

ques, 2.000 pour les biens de consommation et les produits alimentaires, 1.400 pour les automobiles, etc...) et le déficit de la balance commerciale s'est aggravé dans les échanges avec tous les pays avec lesquels elle était déjà déficitaire, les principaux « coupables » étant l'Allemagne et le Japon, qui à eux seuls couvrent les 4/5 du déficit. Le Japon a augmenté son actif qui est passé de 2.797 millions de dollars en 1971 à 3.987 millions de dollars en 1972, tandis que pour l'Allemagne le chiffre a presque doublé, passant de 781 à 1330 millions de dollars. En outre, l'excédent des U.S.A. avec les autres pays a partout diminué. La seule exception est l'U.R.S.S., parce que les énormes quantités de blé que les U.S.A. lui ont fournies ont plus que triplé la valeur globale des exportations américaines en Russie (ne sont-ils pas aimables ces « frères socialistes » du... capital yankee !). Il faut ajouter à cela le fait que l'énorme marché intérieur américain commence à être lentement envahi par les marchandises étrangères ; en particulier la concurrence des pays européens (dont la croissance s'est faite avec les capitaux de l'Oncle Sam) s'accroît : le solde positif de 1.159 millions de dollars que les U.S.A. avaient avec l'Europe occidentale s'est transformé en un solde négatif de 217 millions de dollars.

Mais le principal « partenaire commercial » (étant donné la si-

tuation, il serait plus exact de dire le principal ennemi) reste le Japon. Pour l'instant, la dévaluation du dollar et les pressions exercées sur le yen, qui tend à être réévalué de 20 %, n'ont pas empêché que les exportations japonaises aux U.S.A. augmentent de 7,1 % (et même selon une autre source, de 19 %) et que l'actif japonais à l'égard des U.S.A. s'élève à plus de 4 milliards à la clôture de l'exercice commercial 1972 (31 mars dernier) : environ 500 millions de dollars de plus que ce qui avait été prévu à Honolulu l'été passé, et ceci malgré la légère diminution des contrats japonais à l'exportation. Le gouvernement américain prévoit en outre l'augmentation du déficit pour 1973. Le malheureux Eberlé a perdu patience et a déclaré au ministre du commerce japonais que « la situation est grave. Si en 1973 les exportations japonaises aux U.S.A. augmentaient de 10 % et les importations japonaises en provenance des U.S.A. de 20 %, les japonais auraient quand même un solde positif de 4 milliards de dollars ». Le Japon, par conséquent, doit à tout prix réduire l'écart, soit en limitant les exportations, soit en accroissant les importations, soit en réévaluant le yen ; autrement les U.S.A. prendront des mesures unilatérales... Et l'illustre homme politique a eu l'esprit d'ajouter : « Ceci n'est pas une menace » !

(Suite page 2.)

A NOS LECTEURS

Le prochain numéro du « Prolétaire » paraîtra le lundi 10 septembre 1973.

Réformisme syndical

Cet article, paru dans *Il Comunista* du 9-6-1921, conserve aujourd'hui une grande actualité, et démontre que le réformisme est bien toujours le même. Quand les seules luttes pour les augmentations de salaires et pour l'amélioration des conditions de travail révèlent aux ouvriers qu'elles ne peuvent plus rien leur apporter de solide et de durable, voici que le réformisme « syndical » porte les luttes et les revendications sur un terrain plus vaste, le terrain politique — et jusqu'ici nous n'avons rien à redire — mais avec une politique qui est celle de la conservation capitaliste et non celle de la préparation révolutionnaire, à laquelle il s'efforce de créer des obstacles. C'est ainsi que fleurissent les mythes du « contrôle de la production », de la discipline des prix, de l'organisation de la vente directe des produits de première nécessité par les organismes « publics » ou syndicaux, les mythes de l'intervention dans l'organisation du travail pour la mettre « à la mesure de l'homme », de l'autogestion, etc., de tous les slogans qui aujourd'hui encore sont lancés au détriment des exigences les plus élémentaires de la lutte ouvrière, slogans vides de contenu prolétarien mais riches de contenu bourgeois et beaucoup plus démagogiques que les mots d'ordre avancés par les réformistes eux-mêmes quand il s'agit d'augmentation du salaire ou de diminution du temps de travail.

La lutte politique contre l'orientation réformiste se manifestant dans ces mille pièges est une condition sine qua non de la formation du mouvement révolutionnaire de classe.

Les individus et les sigles ont changé. Mais la « stratégie » du réformisme « syndical » est aujourd'hui la même qu'en 1921, et nous la combattons avec les mêmes principes et les mêmes arguments.

L'organe de la Confédération Générale du Travail (C.G.T.) entonne un hymne à l'initiative de la fédération des textiles pour la mise en vente à très bas prix d'un énorme stock de tissus. C'est un hymne aux nouvelles fonctions qu'assume ainsi le syndicat, poussant les contradictions économiques de la crise actuelle en dehors du cercle vicieux de leur insolubilité, franchissant tous les stades du parasitisme intermédiaire entre la production et la consommation, remplaçant les lents appareils des coopératives de consommation instituées par les administrations publiques, et même prolétariennes.

Nous ne voulons pas ici démontrer ce dont tout le monde est convaincu ni ce que « Battaglie Sindacali » (organe de la C.G.T.) lui-même reconnaît pleinement, c'est-à-dire qu'il s'agit d'une tentative qui ne prétend pas découvrir un remède universel à la crise actuelle ni offrir une issue d'application générale à toutes les branches de la production et à tous les pays (tentative dont le succès n'est pas encore assuré, dont le rendement et les répercussions sont encore inconnus, et à laquelle pourrait être donnée une solution négative même du point de vue technique et économique).

Nous ne voulons pas non plus nous perdre dans une critique tactique de la trop tapageuse initiative milanaise : nous pensons qu'au fond de celle-ci il y a, plus que le mirage éminemment contre-révolutionnaire de contribuer à apaiser le mécontentement des masses en mettant un peu d'huile dans la machine de leur exploitation pour qu'elle reprenne un fonctionnement normal et tolérable, un peu de démagogie et de vaniteuse poursuite d'une popularité facile, sinon de quelqu'autre somptueuse prébende pour les bonzes du réformisme bureaucrate des organisations et des administrations prolétariennes.

Mais il faut dire quelque chose pour illustrer la satisfaction « syndicale » de « Battaglie Sindacali » qui, se donnant comme il le fait toujours, les attitudes jacobines du syndicalisme extrémiste, parle avec compassion des exploits corporatifs, ou municipaux, ou étatiques du réformisme, qui imprègne pourtant toute l'organisation confédérale.

Il y a un piège et un danger dans cette tendance à l'intervention des grandes organisations syndicales du prolétariat dans la marche de l'appareil de production capitaliste, surtout industriel, tendance qui est revêtue en apparence d'une certaine audace programmatique capable de séduire des révolutionnaires, et qui se fait toujours plus convaincante pour la partie la plus intelligente de la bourgeoisie, et spécialement pour celle qui entend défendre d'une façon plus moderne et plus adroite non pas tant les formes extérieures des institutions que le principe fondamental de la liberté de production privée : ce piège et ce danger ne sont pas moindres ni différents de ceux de la franche collaboration politique et gouver-

nementale que proposent les réformistes.

Le syndicat ouvrier (le sujet mériterait un ample développement en rapport avec toute l'appréciation communiste du problème qu'ici nous abordons à peine) se tient continuellement à la croisée de deux fonctions qui s'opposent dialectiquement et se recourent continuellement tout au long de la dure lutte prolétarienne : celle de premier moteur d'une conscience et d'une pratique d'action collectives qui constituent une prémisses indispensables du mouvement révolutionnaire ultérieur, et celle d'élément de compensation des absurdités qui dérivent, avec d'incessantes vicissitudes, du mouvement du mécanisme capitaliste de production.

Au cours d'une période qu'on peut considérer comme close par la grande guerre, c'est la seconde fonction (nous ne voulons pas dire qu'il n'ait pas développé la première) que le syndicat a développée avec son activité dans le domaine de la régulation des salaires et du marché de la main-d'œuvre. Il est inutile de revenir sur la démonstration qu'une telle activité permet au capitalisme d'échapper momentanément au jeu des lois qui le dominent et qui, si l'association de résistance des salariés n'existait pas feraient descendre le niveau de vie de ceux-ci tellement bas qu'elles rendraient la vie matériellement intolérable.

Cette œuvre de compensation ne pouvait et n'a pas pu conjurer de façon définitive la crise du capitalisme, aujourd'hui entrée dans sa phase aiguë.

Mais tandis que la partie révolutionnaire de la classe ouvrière, voyant que la fonction de régulation du marché du travail remplie par les syndicats est dépassée, veut leur faire quitter ce terrain, en les utilisant au maximum pour intensifier la préparation politique à la conquête de la dictature prolétarienne, le réformisme ne cesse de tabler sur les organisations économiques du prolétariat pour en développer encore la fonction afin de neutraliser les conséquences de la crise bourgeoise et de réorganiser la vie économique sans mouvements ni affrontements révolutionnaires.

Il n'y a pas de réformiste qui ne reconnaisse que la pratique syndicale traditionnelle de la résistance et de la conquête d'améliorations dans les salaires et dans les conditions de travail est absolument insuffisante pour sortir du « cercle vicieux » dont parle « Battaglie Sindacali ». Mais la direction des efforts du réformisme est autre, et se résout dans la tentative de confier aux organisations de la classe ouvrière une tâche plus vaste et une fonction qui s'entrelace plus étroitement avec le mécanisme productif. Les réformistes proposent que les syndicats s'attaquent non seulement à la façon dont les salariés sont rémunérés de leur travail, mais aussi à l'administration des entreprises auxquelles ils participent, à la possibilité d'acquiescer et de vendre, et à quelles conditions, les matières premières et les produits.

C'est ainsi que naît (et par la force des choses, et certainement pas seulement à cause d'un plan diabolique des réformistes) le fameux problème du contrôle ouvrier sur la production et sur la gestion des entreprises capitalistes. Problème que les révolutionnaires et l'Internationale Communiste considèrent seulement comme une réalisation qui fera suite à la conquête du pouvoir politique et sera un pas en avant vers la socialisation des entreprises par l'Etat ouvrier, et comme un postulat dont il faut démontrer l'impossibilité dans le cadre du système capitaliste.

Le réformisme, c'est-à-dire la façon la plus intelligente et la plus évoluée d'envisager et de défendre la conservation des formes capitalistes, veut se rendre maître de cette tendance pour en faire encore un moyen de compensation de la crise bourgeoise. Il exalte l'entrée du syndicat dans ces nouvelles fonctions : discuter et établir avec l'industriel les critères d'administration de l'entreprise productive, s'intéresser de concert avec lui à l'approvisionnement en matières premières et à l'écoulement des produits.

Naturellement ceci est envisagé comme une « conquête » de la classe travailleuse, une « démolition » des privilèges capitalistes et un prétendu pas en avant vers le socialisme. Mais le droit d'association syndical aussi était, il y a quelques dizaines d'années, considéré comme une atteinte mortelle au privilège capitaliste, et la bourgeoisie le contesta farouchement au prolétariat, mais elle le reconut lorsqu'elle vit qu'il n'y avait pas d'autre voie pour freiner le développement du mouvement des masses vers des conquêtes politiques et révolutionnaires qui lui auraient tout arraché.

La partie évoluée de la bourgeoisie tente de faire de même avec le principe du contrôle. Une fois celui-ci réalisé, l'arbitraire du propriétaire diminuerait théoriquement ; mais, comme l'espèrent les contre-révolutionnaires bourgeois et sociaux-démocrates, on trouverait de nouveaux termes d'équilibre du mécanisme de la production privée, et on prolongerait la vie du capitalisme en évitant le dénouement révolutionnaire de la crise suscitée par la guerre.

LE COMMERCE, QUELLE PASSION !

(Suite de la page 1)

Les Etats-Unis s'orientent donc de plus en plus vers le protectionnisme, prochaine étape dans les mesures défensives après la dévaluation du dollar, face à une crise qu'on peut seulement différer, mais certainement pas éviter. Et sans aucun doute le fait que l'économie américaine repose essentiellement sur le marché intérieur (les exportations représentent seulement 4 % du produit national américain), permettrait aux U.S.A. de se replier à l'intérieur de leurs frontières. Mais ce serait alors les autres pays qui devraient se demander où écouler leurs marchandises. Voilà comment les U.S.A. exportent leur crise. Le Japon, en particulier, voyant se fermer les portes du marché américain, essaie déjà et essaiera plus encore à l'avenir d'emprunter des voies nouvelles. L'en-nui, c'est que l'Europe, vers laquelle les exportations japonaises ont augmenté de 40 % en 1972, se montre franchement hostile aux tentatives japonaises de pratiquer des prix différents des prix communaux dans les pays de la C.E.E. Et la Chine ne peut pas non plus absorber les marchandises nippones : les exportations de l'Empire du Soleil Levant en direction de ce pays ont bien augmenté de 5,4 % mais dans le même temps les importations se sont accrues de 51,9 %, faisant descendre l'excédent japonais de 255 à 118 millions de dollars. Evidemment le commerce avec la Chine offre, plus que la possibilité d'écouler des marchandises, celle de se réapprovisionner en matières premières ; et par conséquent, il semble qu'il ne reste au jeune et très efficace capitalisme japonais que la voie... de la crise de surproduc-

Dans le contrat direct, par exemple en matière de vente des produits, les capitalistes démontrent leur bonne volonté de renoncer à une partie du profit en fixant les critères de vente d'accord avec le syndicat (renonciation qui n'est qu'apparente, car les capitalistes y viennent convaincus que la stagnation de leurs capitaux, de la capacité dynamique de rendement de leurs coûteuses installations serait un plus grand dommage). Le syndicat « s'ouvre ainsi de nouveaux horizons », et cela provoque la satisfaction du réformisme « syndical » de la C.G.L., mais en réalité il élargit les horizons de vie du capitalisme.

Quand le syndicat intervient dans cette question administrative, le « patron » cède quelque chose aux ouvriers, mais le principe de l'autonomie des entreprises privées reste intact.

Le réformisme d'Etat, le réformisme de la collaboration politique qui attend de l'Etat bourgeois qu'il réglemente et freine l'excessive avidité du privilège capitaliste, n'attaquera jamais ce principe fondamental du capitalisme (mais il peut le préserver de certaines causes internes de décomposition).

Il en va de même, malgré les couleurs plus vives et plus modernes dont il se drape, du réformisme « syndical », conseiller de choix des requins de l'industrie lorsqu'ils se trouvent dans l'embaras.

Les communistes combattent la collaboration politique et économique, dans l'Etat et dans l'entreprise, entre les classes adverses. Les communistes avertissent le prolétariat que le contrôle d'Etat sur les entreprises capitalistes est une mystification, de même que le contrôle offert et conquis par les organes syndicaux.

Pour que le prolétariat contrôle et règle les problèmes de sa vie économique et sociale, il n'y a qu'une seule voie : la conquête du pouvoir politique par les armes de l'insurrection. En effet c'est seulement sur de telles bases que se forment les conditions de la suppression du système de production privée et autonome, source des actuelles difficultés et de l'irréversible crise d'aujourd'hui, pour y substituer la production socialiste.

Les tractations Japon-U.R.S.S. ne semblent pas en effet promettre de grandes perspectives, si on considère d'une part l'immense intérêt qu'ont les U.S.A. à exporter du blé en U.R.S.S., et d'autre part la concurrence de l'Allemagne qui est justement devenue en ce moment le principal partenaire commercial de l'U.R.S.S. : le commerce russe avec l'Allemagne a atteint 3,2 milliards de DM avec une augmentation de 23 % par rapport à 1971, et ceci parallèlement à une augmentation générale de l'excédent de la balance commerciale.

En conclusion, il ressort avec évidence qu'au-delà de toute profession verbale d'amitié et d'échanges pacifiques, la raison qui inspire la politique de toutes les puissances impérialistes reste la sauvegarde de leurs intérêts économiques, même au prix de guerres commerciales et militaires, et que les mesures que chaque pays adopte ne sont qu'une façon de reporter la crise sur ses concurrents, et par là de la reproduire à l'échelle mondiale. Devant l'orgie de capitaux et de marchandises qui passent « pacifiquement » d'un pays à l'autre, devant la sarabande de chiffres et de discours emberlificotés, ce qui est toujours et exclusivement valable, c'est la méthode de lecture du marxisme : en développant ses échanges, la société bourgeoise développe aussi le prolétariat mondial qui, de partout, devra s'élever avec une force décuplée contre le monstre capitaliste et ses forteresses ; partout l'infâme mécanisme mercantile et monétaire devra être brisé par la dictature révolutionnaire prolétarienne.

LE JAPON MODÈLE A SUIVRE...

La revue théorique du Parti des travailleurs de Hanoi, *Hoc Tap*, a publié (*Le Monde* du 30/7/73) un article sur le Japon de M. Tran Dai Nghia, président du comité d'Etat pour la science et la technique et « savant de renom ». Après avoir souligné que « bien que vaincu après la dernière guerre mondiale, et bien que dépourvu de capitaux et de ressources naturelles » le Japon a su « renverser la situation en exploitant à son profit les succès de la révolution scientifique et technique », M. Tran Dai Nghia ajoute : « Grâce à l'achat et à l'exploitation de brevets venus du monde entier, le Japon a redressé son économie, essentiellement dans le secteur industriel où il occupe maintenant le troisième rang mondial. » « Révolution » sans inconvénients ? Non, il y a tout de même, d'après notre « savant », un inconvénient : la pollution...

Nous n'insisterons pas sur le caractère tout à fait inadéquat et la banalité d'une telle « analyse » ; ce que nous voulons montrer, c'est le niveau simplement bourgeois des perspectives d'un parti assumant des tâches contingentes de la révolution démocratique, et que seul un magma de « révolutionnaires » ou se mêlent les expériences désastreuses de type trotskyste, néo-stalinien, maoïste, tiers-mondiste, spontanéiste et marcusien, ose appeler communiste.

En effet, poursuit M. Tran Dai Nghia en se référant au Vietnam, cette révolution (scientifique et technique et non sociale !) ne « peut donner un résultat optimum » que si « elle embrasse tout le système », mais il n'est pas nécessaire, pour l'entreprendre, « de procéder d'emblée à toutes les recherches et à toutes les études dans tous les domaines ». Il s'agit donc d'un problème de caractère scientifique et non social, « un pays disposant d'une agriculture retardataire, d'une industrie embryonnaire, de peu de capital, d'un nombre insuffisant de cadres et d'ouvriers qualifiés » étant incapable « de réaliser dans l'immédiat tous les progrès souhaitables dans les divers secteurs scientifiques et techniques ». La question qui se pose au Vietnam consiste donc « à bien comprendre les divers aspects, les conséquences et les caractéristiques des bouleversements en cours dans le domaine scientifique, afin de savoir ensuite en adapter les succès aux conditions particulières du pays ». Bref, il s'agit de copier le Japon, c'est-à-dire le capitalisme développé, dans la mesure où les forces limitées d'un pays comme le Vietnam le permettent.

Et la disparition des classes ? Elle se ramène à ceci : « Grâce à l'automatisation, les « cols bleus » deviennent des « cols blancs », le secteur tertiaire s'accroît et la population urbaine grossit tandis que diminue celle des campagnes. » Tout cela entraîne évidemment certaines conséquences néfastes, dont la pollution, qui est « spécialement grave au Japon ». Aussi le Vietnam doit-il « organiser, diriger et gérer, former des hommes à l'imagination créatrice, et savoir prévoir dans le Vietnam d'aujourd'hui ».

La préoccupation est donc d'utiliser les forces présentes et non de bouleverser les rapports de classe. Nous ne disons pas — ce serait de l'extrémisme vraiment infantile — que le Vietnam puisse faire tout seul des « bonds en avant » (alors que d'autres ont déjà dû déchanter), mais comment ne pas voir que le développement se situe complètement à l'ombre des exigences d'un timide capitalisme pour qui le problème est surtout d'introduire les moyens techniques indispensables pour avancer un peu ?

Nous ne sommes pas de ceux qui sont indifférents à l'issue d'une guerre démocratique révolutionnaire. Mais en dehors de la lutte de classe internationale, cette issue ne peut être que la suivante : le développement, à travers les contradictions, les conséquences néfastes, la « pollution », les crises et les guerres, du mode de production bourgeois dans de nouvelles aires, développement qui est lui aussi positif dans la mesure où, de façon implicite, il provoque déséquilibres, crises, guerres, révolutions, en agissant sur les contradictions d'un système pour lequel le monde devient tous les jours trop petit.

PERMANENCES DU PARTI

- A Paris : 20, rue Jean-Bouton (12^e) - Métro Gare de Lyon - Escalier métallique au fond de la cour à gauche. Le samedi, de 15 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h.
- A Marseille : le samedi, de 14 h 30 à 17 h 30, au siège du « Prolétaire », 7, cours d'Estienne-d'Orves (4^e étage).

Le mouvement ouvrier révolutionnaire et la question agraire

Ces thèses sur la question agraire, publiées en 1947 dans notre revue théorique d'alors, *Prometeo* (n° 8, série I), sont une manifestation de notre lutte constante pour défendre les principes et la position classiques du marxisme contre toutes les tentatives de déformation.

Elles assurent la continuité d'un combat qui relie le Manifeste du Parti Communiste à la critique par Engels du programme agraire du Congrès de Nantes de 1894, aux thèses sur la question agraire du II^e Congrès de l'Internationale Communiste en 1920, thèses qui sont une expression de la lutte de la III^e Internationale contre l'opportunisme social-démocrate (réformiste et centriste) et contre l'infantilisme anarchisant.

Nos thèses, en même temps qu'elles dressent un tableau des rapports sociaux que la révolution trouve dans le domaine de l'agriculture, reproposent les positions classiques du mouvement communiste devant ses tâches agraires, et donnent une orientation politique générale pour ce qui concerne les couches les plus basses de la paysannerie. Elles sont enfin un des axes de notre bataille, d'abord contre le stalinisme qui présentait — et ses héritiers présentent toujours — la révolution communiste comme la révolution d'un bloc de classes (ouvrière et paysanne); ensuite contre les nombreuses réactions au stalinisme qui, sous prétexte de « pureté révolutionnaire » — d'ailleurs tout aussi verbale qu'historiquement impuissante —, « excluent » les semi-prolétaires et les paysans pauvres de la stratégie du prolétariat révolutionnaire.

L'importance de ces thèses est d'autant plus grande pour la révolution mondiale que la question paysanne garde — et ne pourra jamais perdre en régime capitaliste — un poids considérable à l'échelle internationale.

L'exploitation de l'homme par l'homme dans le domaine de la production des produits manufacturés apparaît dans la société moderne avec le capitalisme, quand se trouve réalisée la condition technique du travail associé. Le travailleur est exproprié du produit de son travail, et une partie de sa force de travail lui est soustraite et constitue le profit du patron. Un schéma aussi simple ne suffit pas pour représenter le rapport entre travailleurs et patron dans l'agriculture, où la révolution qui s'est déroulée jusqu'à présent n'a pas modifié de façon substantielle la technique de production, mais presque uniquement les rapports juridiques entre les personnes sociales. A la base de l'économie agraire, il y a l'occupation de la terre, réalisée à l'origine grâce à la force militaire de groupes et de tribus forts ou de chefs guerriers, qui envahissaient les territoires d'autres peuples ou se fixaient sur des zones libres. En réalité, la mise à la disposition du patron de la force de travail humaine résulte de l'occupation de la terre obtenue par la force brute, quand naît l'économie esclavagiste avec l'assujettissement des peuples vaincus. Mais dans la société moderne, à laquelle nous faisons référence, l'esclavage avait déjà été supprimé avant que ne s'instaure l'économie capitaliste. La société féodale ne l'admettait déjà plus.

Au contraire, l'occupation de la terre, conservée dans le système féodal, dont elle est même la base, est parfaitement admise et fixée juridiquement en plein régime capitaliste. Cela signifie pratiquement que le propriétaire d'une vaste étendue de terrains agricoles, tout en restant inactif, en tire la rente foncière, sans avoir été pour cela contraint d'introduire dans la technique de production une forme associée du travail des travailleurs qu'il exploite.

Nous avons par conséquent la grande propriété et le grand domaine qui ne constituent pas nécessairement une grande exploitation unitaire, c'est-à-dire un organisme où chaque travailleur remplit des tâches spécialisées. La grande exploitation agricole existe, et elle a le caractère d'une entreprise capitaliste appliquée à l'agriculture, avec un large apport de capitaux industriels dans la terre: machines, bétail, installations diverses, etc., et elle emploie des ouvriers salariés qui sont d'authentiques prolétaires. Le patron de cette grande entreprise peut coïncider avec le propriétaire foncier, il peut aussi être un grand fermier. En théorie, nous pourrions même avoir la grande exploitation industrielle agricole superposée à la petite tenure, si le capitaliste avait trouvé avantageux de louer un grand nombre de petites propriétés privées contiguës.

Mais pour en revenir au grand domaine, celui-ci peut (et c'est ce qui se passe aujourd'hui encore, même dans de grands pays capitalistes) être superposé à la petite exploitation, quand le grand propriétaire (latifundiste) garde son domaine divisé en pe-

tits lots sur chacun desquels vit et travaille une famille paysanne avec une technique primitive. Le travailleur n'est pas alors exproprié totalement de son produit comme le salarié, mais il en laisse une grosse partie au patron, soit en nature (diverses formes de métayage), soit en argent (fermage). Le métayer ou le fermier peut donc être considéré comme un semi-prolétaire. Il y a ensuite, toujours dans le système bourgeois moderne, la petite propriété coïncidant avec la petite exploitation.

Le paysan petit propriétaire est un travailleur manuel, et en général il a un niveau de vie assez bas. Mais il n'est pas un prolétaire car il reste maître du produit de son travail. Il n'est pas non plus un semi-prolétaire puisqu'il ne cède aucune part de son produit. Mais dans le jeu des forces économiques, il sent le poids de la domination des classes privilégiées, qui se manifeste par des charges fiscales élevées, l'endettement à l'égard du capital financier, etc. Socialement il est dans l'agriculture ce que l'artisan est dans l'industrie, bien que sa situation juridique soit différente et le rapproche théoriquement du grand propriétaire. En effet, le capitalisme, pour se libérer des entraves médiévales, n'a pas eu besoin de briser les normes juridiques qui régissent la propriété immobilière et il a même presque textuellement adopté la construction du droit romain, ce qui fait qu'en théorie le même article du code règle le rapport de propriété sur quelques mètres carrés et sur d'immenses domaines.

Mais ce que le capitalisme a eu besoin de briser, c'est le système juridique féodal d'origine surtout germanique qui faisait du petit paysan, exploité sur un grand domaine, quelque chose d'intermédiaire entre l'esclave et le travailleur libre.

Le « serf de la glèbe », outre le fait qu'il subissait de véritables extorsions, en remettant diverses parties du produit de son travail au propriétaire foncier et aux juridictions ecclésiastiques, était rivié à son lieu de travail. Le capitalisme devait le libérer de ce servage, comme il devait libérer les artisans tombés dans la misère des liens des mille lois et règlements sur les corporations de métiers, pour que l'un et l'autre, devenus des hommes libres de vendre n'importe où leur force de travail, puissent constituer les armées de réserve de la production capitaliste.

La rupture de ces liens juridiques constitua la révolution bourgeoise, et il est donc clair que celle-ci, qui d'ailleurs en théorie n'a pas aboli non plus l'artisan, laissa intact le principe de la production agricole basée sur l'occupation de la terre, et ne consista pas, du point de vue de la législation, en une répartition différente de la propriété privée de la terre.

Indéniablement, parmi les différentes formes d'exploitation agricole dont il a été question,

celle qui ressemble le plus à l'industrie capitaliste, c'est la grande exploitation unitaire; celle qui s'en éloigne le plus, c'est la petite exploitation, liée à deux formes juridiques différentes: la petite propriété et le latifundium.

Il n'est pas exact de dire que le latifundium est une survivance du régime féodal, parce qu'il existe même après l'abolition radicale et violente de tous les liens féodaux. Il peut tendre ou non à se morceler, comme la propriété morcelée peut tendre ou non à être réabsorbée dans de grands domaines ou dans des exploitations unitaires modernes; mais ces phénomènes se déroulent dans le cadre du régime bourgeois moderne comme conséquences de facteurs techniques et de circonstances économiques.

Quelle place tient le cycle de transformation de la production agricole dans le schéma historique du communisme, qui condamne clairement le capitalisme industriel, et pour qui l'exploitation de la force de travail sera abolie avec la conquête de la direction de la société par les travailleurs?

Pour ce qui est de la grande exploitation moderne, elle est prête à subir le sort de l'industrie du fait même qu'elle a pour base la technique du travail associée.

Les salariés agricoles de ces exploitations, bien qu'ayant le désavantage social et politique de ne pas être réunis dans les grandes agglomérations urbaines, participent côte à côte avec le prolétariat industriel à la formation du potentiel révolutionnaire de classe.

Les semi-prolétaires, c'est-à-dire les petits fermiers, métayers, etc., s'ils ne peuvent avoir une conscience de classe identique à celle des salariés agricoles, peuvent attendre de la révolution prolétarienne industrielle un grand avantage social, car celle-ci, tout en favorisant dans chaque phase la primauté des formes associées de travail et la concentration des petites exploitations en exploitations plus vastes, sera la seule à pouvoir, parallèlement à l'abolition de l'exploitation patronale, abolir radicalement et pour la première fois dans l'histoire, le système de l'occupation privée de la terre.

Cela signifie non pas que le petit fermier ou le métayer sera rendu propriétaire de la terre qu'il cultive, mais qu'il sera libéré de la charge de payer ce tribut sur sa force de travail que constituait le loyer en argent ou en nature perçu autrefois par le propriétaire foncier. En d'autres termes, la révolution prolétarienne industrielle pourra immédiatement supprimer le principe de la rente foncière. Elle pourra même, par un de ces nombreux rapports dialectiques dans le jeu des forces sociales et historiques, supprimer beaucoup plus rapidement et généralement le principe de la rente foncière que celui du profit du capital industriel.

Enfin, pour ce qui est du petit propriétaire, théoriquement le problème est tout à fait différent dans la mesure où la rente foncière de son lopin lui revient aujourd'hui et ne se distingue pas administrativement du produit de sa force de travail. Sans aucun doute, dans ce cas, il ne se produira de révolution qu'à un stade ultérieur, dans la mesure où toutes les petites exploitations, autrefois gérées soit par des fermiers, métayers, etc., soit par de petits propriétaires, se regrouperont plus rapidement qu'elles n'auraient pu le faire dans le cadre de l'économie bourgeoise en grandes entreprises agricoles unitaires socialisées.

En aucun cas, donc, on ne peut présenter la conséquence agraire de la révolution prolétarienne comme un épisode de répartition ou de nouvelle occupation de la terre, ni comme la conquête de la terre par les paysans.

Le mot d'ordre: « petite propriété au lieu de grande propriété » n'a aucun sens. Le mot d'ordre: « petite exploitation agricole au lieu de grande exploitation agricole » est purement et simplement réactionnaire. Sur ce point, il faut définir précisément quelles sont les étapes du cycle qui peuvent se réaliser avant la chute du pouvoir bourgeois. C'est une erreur classique de l'opportunisme de présenter comme possible, aux masses rurales, l'abolition de la rente foncière par un régime industriel capitaliste, fût-il le plus avancé. Rente foncière et profit industriel ne sont pas propres à deux époques historiques différentes et opposées. Tous deux se trouvent en parfaite symbiose non seulement dans l'édifice juridique bourgeois traditionnel, mais aussi dans les processus économiques de l'accumulation du capital financier. En dépit des différences substantielles que nous avons montrées dans les deux domaines de la production industrielle et agricole, leur source commune est dans le principe de la soustraction au travailleur d'une partie de sa force de travail, et dans le caractère mercantile de la distribution des produits.

Par conséquent, le mot d'ordre de la socialisation de la rente foncière sans une révolution des classes ouvrières est une pure idiotie, digne en tous points de cette autre idiotie qu'est la socialisation du capital monopoliste dans le cadre de l'économie d'entreprise privée.

Une autre position soutenue par l'opportunisme, c'est qu'il faut attendre la concentration en grandes exploitations de l'économie agricole avant de parler d'une révolution qui socialise aussi bien l'industrie que l'agriculture. Il s'agit là d'une position défaitiste car la nature mercantile même de l'économie bourgeoise et son évolution vers des formes toujours plus spéculatives et affairistes laissent prévoir que le capital privé ne s'investira pas sur une large échelle dans les entreprises d'amélioration foncière qui offrent peu de profits et au bout de cycles trop longs par rapport à la rémunération des colossales affaires industrielles et bancaires.

Or le remplacement de la petite exploitation, qu'elle soit libre ou insérée dans les latifundia, par la grande exploitation, ne peut avoir lieu sans des transformations radicales de la technique, et ce remplacement est encore plus éloigné là où celles-ci, pour des raisons naturelles, sont trop coûteuses (dénivellements, irrigation difficile, faible fertilité du sol, etc.). Seule une économie à caractère hautement social pourra mettre en œuvre les énormes masses de forces productives nécessaires à ce remplacement.

Enfin, le mot d'ordre de la distribution des terres des latifun-

diaux aux paysans en régime bourgeois, est lui aussi dénué de sens, dans la mesure où on promet une expropriation sans indemnité, contraire aux normes de l'Etat bourgeois, et il est purement démagogique dans les périodes où ni l'Etat, ni la classe capitaliste ne peuvent disposer de capitaux liquides et de la mobilisation de moyens productifs nécessaires pour éliminer certains caractères techniques des pires formes des latifundia, comme le manque d'habitations, de chemins, de canalisations, d'eau potable, la malaria endémique, etc.

Indéniablement le programme agraire de la révolution ouvrière comprendra, parallèlement à la suppression de toute rente foncière, une redistribution transitoire des terres, au niveau de la gestion, afin de donner la possibilité à la force de travail de la partie de la classe paysanne qui ne pourra être mise sur le même plan social que les travailleurs des entreprises collectives de s'appliquer uniformément.

En tout état de cause, cette répartition différente, non pas de la propriété, mais de la gestion du sol, ne pourra pas avoir dans les pays capitalistes modernes la portée sociale et historique qu'elle eut en Russie en 1917, où la conquête du pouvoir par le prolétariat réalisa non seulement la première suppression du principe du patronat foncier, mais aussi celle du régime foncier féodal qui était resté pratiquement en vigueur dans l'empire tsariste même après l'abolition juridique du servage, promulguée en 1861.

Dans les pays typiquement capitalistes, la classe ouvrière industrielle révolutionnaire comprend sans aucun doute les salariés agricoles des grandes exploitations et elle essaie d'éviter que le salarié agricole ne retombe dans la condition du petit paysan; elle peut considérer comme des alliés les semi-prolétaires (fermiers, métayers, etc.) en tolérant qu'ils aspirent à la libre disposition de leur terre, que seule la révolution pourra réaliser. Ce n'est qu'avec de grandes réserves et de façon transitoire qu'elle pourra attendre un soutien positif de la part des paysans petits propriétaires non encore ruinés et prolétariés par le capitalisme et même, dans des périodes de crise de l'appareil industriel due à la guerre et à la défaite, elle devra s'attendre à ce que, dans leur majorité, les petits paysans propriétaires, tirant profit de la crise économique par le prix élevé des produits agricoles et voyant leur position sociale devenir moins instable, étant donné également leur incapacité en tant que classe à entrevoir des cycles historiques à long terme, alimentent la politique des partis conservateurs.

LA RIPOSTE DU MOUVEMENT COMMUNISTE

(Suite de la page 1.)

Cela entraîne que la riposte ne peut pas prendre la forme d'un front de partis politiques, car le mouvement communiste a pour tâche essentielle de gagner du terrain au sein du prolétariat en accroissant ses propres effectifs et sa propre influence au détriment des autres partis.

La riposte à la répression de l'Etat ne peut être que le fait de l'unification des énergies prolétariennes qui se portent sur le terrain de la lutte contre la bourgeoisie et contre son Etat. Par conséquent, le Parti, en agissant au sein des diverses organisations qui sont l'expression formelle de cette unification et qui sont ouvertes à son action politique, pourra simultanément répondre aux exigences du combat anti-capitaliste et opposer son orientation à celle des autres partis, en montrant comment leur orientation entre historiquement en opposition avec les besoins de la lutte prolétarienne.

Il existe donc un lien indissoluble entre l'action du Parti Communiste contre toute répression exercée par l'Etat bourgeois sur le mouvement ouvrier, et la proclamation — hors de toute illusion démocratique — que la dictature du prolétariat, exercée exclusivement par le Parti Communiste, réprimera de la façon la plus impitoyable tous ses adversaires, sans avoir à justifier la terreur rouge par le cri tompeur de la liberté.

La révolution exige la rupture avec la démocratie et le réformisme

(Suite de la page 1)

vrier a déjà connu de tels retournements, si l'on tient compte évidemment de l'abîme qui sépare la période actuelle de périodes révolutionnaires. Mais nous soulignons ici une question de principe et non contingente, dont l'importance tient au fait que ces retournements, ces désertions sont d'autant plus graves qu'ils se produisent de façon continue, presque mécanique, et de plus en plus accélérée, dans le cours même de la révolution. Le point fondamental pour la préparation révolutionnaire est de savoir comment il est possible que les chefs d'un parti puissent à un moment donné désavouer politiquement les forces qu'ils prétendaient diriger.

Si l'on revient, toutes proportions gardées, à la Ligue Communiste, son objectif particulier était de combattre une manifestation anti-ouvrière. Dans ce but, une lettre avait été envoyée aux diverses organisations de l'extrême-gauche et aussi de la gauche démocratique (P.C.F., P.S.U., Témoignage chrétien, etc.) : « Nous vous proposons donc une riposte commune contre cette propagande fascisante qui pourrait prendre plusieurs formes :

— un appel à l'interdiction du meeting du 21 juin,

— le dépôt d'une plainte pour infraction aux lois anti-racistes », peut-on lire dans cette lettre. La Ligue prétendait ainsi s'appuyer sur la démocratie bourgeoise et la légalité constitutionnelle d'une part, sur les partis réformistes d'autre part (qui, rappelons-le, ont été les inspirateurs des circulaires répressives contre l'immigration non contrôlée par l'Etat).

Quand apparut la menace de répression par l'Etat, le Bureau Politique de la Ligue réagit en envoyant une lettre ouverte, le 23 juin, au Secrétaire de la Fédération Autonome des Syndicats de Police, lui demandant de « s'interroger sur l'attitude et les responsabilités du Ministère de l'Intérieur », puis en demandant la solidarité de « toutes les organisations ouvrières et démocratiques », et donc en particulier des partis qui, en bons défenseurs de l'Etat, avaient publiquement condamné les manifestants du 21 juin.

Une fois la Ligue interdite par le gouvernement, le journal

Rouge du 6-7-73, ouvrant « ses colonnes à ceux qui ont lutté dans les rangs de la Ligue pour qu'ils puissent continuer à exprimer et à défendre leurs idées », publia une lettre ouverte au Ministre de l'Intérieur en lui demandant de démissionner parce qu'il n'avait pas correctement rempli ses fonctions. On se félicite dans cette même lettre ouverte que la mesure d'interdiction ait contribué à la constitution d'un front uni des réformistes, « front qu'il faudra élargir et consolider sans cesse », et dont on regrette par ailleurs qu'il soit encore fermé aux organisations de l'extrême-gauche.

Mais pour faire des avances aux « bons policiers », et marchander la défense de la Ligue avec les partis qui condamnaient toute violence contre l'Etat et n'admettent que celle de l'Etat, il fallait bien désavouer les manifestants du 21 juin.

L'évolution politique qui a conduit en quelques jours les chefs de l'ex-Ligue à se désolidariser des forces qu'ils prétendaient diriger dans la lutte pour le socialisme en dehors de la voie réformiste, et à présenter comme une solidarité de classe le front uni des partis réformistes, résulte en fait des positions politiques de la Ligue qui voulait marier la révolution et la démocratie bourgeoise, la lutte de classe et le réformisme. En effet, deux objectifs politiques ressortent clairement du programme de cette organisation. Le premier objectif était la démocratisation de l'Etat, et le programme (voir *Ce que veut la Ligue Communiste*, pages 142 à 156) contenait des revendications visant à la réforme des institutions parlementaires, de l'appareil judiciaire, de l'armée, de la police, etc. Le deuxième objectif était le front unique politique avec les partis réformistes, véritable pierre de touche de sa tactique politique, objectif directement lié, dans les faits, à celui de la démocratisation de l'Etat. Ainsi le réflexe politique des dirigeants de l'ex-Ligue, qui les a conduits à désavouer la violence des manifestants, découle de leur orientation politique générale.

Le mouvement ouvrier a déjà connu ce phénomène et devra encore l'affronter demain, car il est inséparablement lié à la fonction particulière que joue dans

l'histoire le centrisme social-démocrate qui prétend lutter contre la bourgeoisie et son Etat, mais sans rompre avec la démocratie et le réformisme. Une telle évolution n'est pas accidentelle, elle ne résulte pas d'un choix délibéré ou machiavélique. Elle s'impose à ces partis en dépit de la représentation qu'ils peuvent se faire de leur propre action. Elle est d'un point de vue général le résultat du fait que, dans les aires de capitalisme développé, les exigences de la lutte prolétarienne sont historiquement et irrémédiablement entrées en contradiction avec la démocratie et le réformisme.

Une fois que la bourgeoisie a épuisé ses tâches révolutionnaires contre les vieilles classes féodales, qu'elle a accomplies au nom du principe libéral et démocratique, la démocratie n'a plus le caractère d'un mot d'ordre révolutionnaire, mais prend un contenu qui assure le développement du système capitaliste en conjurant les heurts violents et les explosions de la lutte des classes, devenant ainsi contre-révolutionnaire. Dans la phase actuelle de l'impérialisme le plus effréné, la question d'une action parallèle entre la classe prolétarienne et la démocratie ne se pose plus historiquement. Le réformisme, qui soutient le contraire, ne présente plus une alternative, une version ou une tendance du mouvement ouvrier, il ne fait que couvrir son passage complet et définitif au front de la conservation sociale.

Depuis la première guerre impérialiste, la préparation révolutionnaire du prolétariat exige la rupture avec les partis de la droite réformiste qui doivent nécessairement passer, comme l'histoire l'a tragiquement confirmé, à la défense de l'Etat dans la guerre et contre le prolétariat révolutionnaire, au nom de la défense de la démocratie. Mais la rupture avec la droite réformiste est inséparable de la rupture la plus complète, la plus tranchée avec le centrisme. Ce dernier, tout en revendiquant la lutte des classes, la violence et la révolution communiste, ne brise pas le cordon ombilical qui le relie à la droite social-démocrate car il se nourrit aux mêmes principes. Il est donc appelé, quand la droite réformiste passe à la collaboration ouverte, à canaliser les

forces prolétariennes qui échappent à cette droite, mais en tentant de les empêcher de déborder l'orientation politique social-démocrate. Sa fonction, qui s'affirme à travers la lutte des classes, consiste à entraver la préparation du prolétariat, à paralyser ses efforts révolutionnaires et finalement à s'opposer à la dictature prolétarienne, ainsi que l'ont confirmé la victoire révolutionnaire en Russie tout comme la défaite de la vague révolutionnaire en Europe centrale dans les mêmes années.

Cette grande leçon, que le prolétariat a écrite dans l'histoire avec son sang, fait partie du patrimoine du Parti Communiste depuis que l'Internationale, à son premier congrès en 1919, affirmait :

« La période révolutionnaire exige que le prolétariat use d'une méthode de lutte qui concentre toute son énergie, à savoir l'action directe des masses justes et y compris sa suite logique, le choc direct, la guerre déclarée avec la machine gouvernementale bourgeoise (...). Les conditions préliminaires indispensables à cette lutte victorieuse sont : la rupture, non seulement avec les laquais directs du capital et les bourreaux de la révolution communiste — dont les social-démocrates de droite assument aujourd'hui le rôle —, mais encore la rupture avec le « Centre » (groupe Kautsky), qui, au moment critique, abandonne le prolétariat et lie partie avec ses ennemis déclarés ».

Aujourd'hui, le combat politique contre ces courants doit être à la mesure des obstacles accrus que la social-démocratie, de droite ou du centre, met à la reconstitution du mouvement communiste, en masquant son rôle inchangé par l'hypocrisie référente à l'Internationale Communiste et à l'Octobre Rouge.

PRESSE INTERNATIONALE

Au sommaire du N° 14 (11 juillet 1973) de :

IL PROGRAMMA COMUNISTA

- De Di Vittorio à Lama, un seul fil conducteur.
- Famine en Afrique Noire.
- Une sonnette d'alarme.
- Faire investir ceux qui sont nus (Sul filo del tempo 1950).
- Le chômage grandit avec l'accroissement des rythmes de production.
- Les marxismes des marxologues.
- Nouvelle pédagogie (Anti-pédagogie ou révolution ?).
- Vie du parti.
- La voix de nos groupes syndicaux.

Abonnement annuel **II Programma Comunista - Sindacato Rosso** : 20 F.

Commandes au « Prolétaire ».

Au sommaire du N° 9 (juillet-août) de

EL PROGRAMA COMUNISTA

suplemento en español al **Programma Comunista**

- Ce que fut en réalité le front populaire.
- La vérité sur le mythe du Vietnam (suite).

Nous signalons aux lecteurs que le N° 8 est paru en juin, comme numéro spécial. Il contient la troisième partie de l'article : « La tragédie du prolétariat allemand dans le premier après-guerre ».

Commandes au « Prolétaire ».

Vient de paraître :

PROGRAMME COMMUNISTE N° 59

Sommaire

- Paix universelle ou antagonismes croissants entre Etats ?
 - Le II^e Congrès de l'Internationale Communiste : un sommet et une croisée des chemins.
 - Appendice : discours du délégué de la fraction communiste abstentionniste sur les conditions d'admission à l'I.C.
- Le numéro : 5 F. Commandes au « Prolétaire ».

PUBLICATIONS INTERNATIONALES

En langue allemande

- Die Frage der revolutionären Partei 4,00 F
- Revolution und Konterrevolution in Russland 4,00 F

En langue anglaise

- The fundamentals of revolutionary communism 4,00 F

En langue espagnole

- Los fundamentos del comunismo revolucionario 4,00 F
- Fuerza, violencia y dictadura en la lucha de clase 4,00 F

En langue portugaise

- Teses características do partido : bases de adesão 3,00 F
- Commandes au « Prolétaire ».

★

Nouvelle publication :

« **L'estremismo malattia infantile del comunismo** », **condanna del futuri rinnegati**

est le titre de la dernière brochure parue dans la série **I testi del partito comunista internazionale**. Le texte désormais classique sur la brochure de Lénine est précédé de « Lénine sur le chemin de la révolution », discours tenu le 24-2-1924. Il est suivi de « Gorter, Lénine et la Gauche », article paru dans le N° 53-54 de la revue **Programme Communiste**.

Prix du N° : 9 F. Commandes au « Prolétaire ».

Révolution dans la révolution ? ou... invariance de l'opportunisme ?

Régis Debray, l'ex-propagandiste de « Che Guevara », se déclare maintenant partisan pour la France du passage pacifique au socialisme (Nouvel Observateur, n° 449). Comme tout démocrate petit-bourgeois, il suit « le vent » en adorateur du « succès », et il a vite fait de troquer Che Guevara (le vaincu) pour Allende (« le vainqueur »).

Sans entrer dans les détails sur la différence historique (nullement négligeable) entre un Che Guevara (révolutionnaire bourgeois) et un Allende (simple réformiste bourgeois) auprès de qui Régis Debray est allé chercher la source de son inspiration, nous parlerons des déclarations de Régis Debray parce qu'elles constituent un bel exemple de la nature de classe de tous ces « idéologues » qui prétendent « offrir » au prolétariat comme principes de sa lutte pour son émancipation les principes bourgeois de patrie et de démocratie.

Ce que Debray a appris au Chili, ce n'est pas bien entendu que le prolétariat doit s'organiser en parti politique autonome, mais que pour « conquérir le pouvoir d'Etat », il faut que se constitue l'Union de la gauche dans le respect de la démocratie parlementaire qui, en France, est déjà un « acquis définitif » de plus d'un siècle, ce qui — pour tout démocrate — rend la violence superflue, sauf pour la défendre.

En France, cela signifie l'alliance entre « le P.C.F. qui représente une puissante organisation

ouvrière » et le P.S. « qui se met enfin à exister ».

Pour le mouvement communiste, la constitution du prolétariat en classe dominante n'a rien à voir avec la vieille fable social-démocrate de la prise de possession graduelle d'un instrument neutre planant au-dessus des classes, démolie mille fois par la critique marxiste. Elle signifie la destruction de l'Etat bourgeois et l'instauration de la dictature du prolétariat dirigée non seulement contre la bourgeoisie et ses partis, mais aussi contre les agents de celle-ci au sein de la classe ouvrière, c'est-à-dire en particulier contre les faux partis communistes et leurs « partenaires », dont le P.S.

D'ailleurs, Debray reconnaît sans peine que « le processus d'Union de la gauche n'est pas révolutionnaire ». Il en donne même la raison : c'est que la « révolution n'est à portée de la main qu'une ou deux fois par siècle ». Alors, « s'il fallait attendre ces occasions-là », où irait-on ? (1).

Les intellectuels, pas plus que les autres mortels, n'inventent rien. Puisqu'il s'agit d'utiliser la démocratie, « aujourd'hui un impératif absolu s'impose : faire basculer les bedaines qui nous gouvernent. C'est une question de dignité humaine, une entreprise de salubrité publique, voire de salut public. Un objectif pour ainsi dire biologique ». La France est sale, elle a perdu de son éclat, il faut faire la lessive : « La France des

gouvernants actuels est un pays ignoble, adipeux, défiguré, décadent (...). Cette minorité qui nous gouverne, cette bourgeoisie qui a perdu en route même (???) sa morale bourgeoise et ses valeurs (!!!), qui domine sans savoir pourquoi (!!!), il faut les remplacer ». Faute de quoi les Français à l'étranger ne reconnaissent plus leur pays : « D'Amérique latine je me faisais une autre image (certains, comme les gaullistes et le P.C.F., disent « idée ») de la France, que celle que je vois le soir, en regardant ces gens qui parlent à la télévision ».

Logiquement, pour remplir un tel « programme » bourgeois de défense de la patrie « en décadence », pour « remplacer » le pouvoir de la bourgeoisie — sans détruire l'Etat — par celui de l'Union de la Gauche, la violence n'est pas forcément (et pour cause !) nécessaire : « Penser aujourd'hui à un changement de régime en dehors du cadre électoral, c'est de la provocation ou de la débilite mentale ».

Voilà encore quelqu'un (encore un !) qui vient faire chorus avec les Mitterrand et les Marchais, les trotskistes et autres « révolutionnaires » pour prétendre que la classe ouvrière pourra s'affranchir en faisant fonctionner pour son compte les institutions de la démocratie bourgeoise.

M. Debray se félicite que les « camarades communistes » de Mitterrand soient « déterminés à re-

chercher une voie socialiste qui tienne compte du fait national français et des traditions parlementaires françaises », et à en croire notre intellectuel ce parti n'est pas en mesure de « produire » une « théorie » de sa « pratique » (comprenez : qui n'a pas encore (!!!) de théorie social-démocrate après plusieurs décennies de passage ouvert à la contre-révolution !).

Le jour viendra où le prolétariat, dirigé par son Parti Communiste Mondial instaurera sa dictature en détruisant la domination bourgeoise et aura à réprimer, au moyen de la Terreur Rouge, non seulement les tentatives de restauration capitaliste, mais les idéologues à sa solde, dont la seule fonction est d'apporter leur contribution à la défense de la conservation capitaliste.

(1) M. Debray reconnaît aussi que le mariage entre ses principes et la révolution socialiste est pour le moins malaisé : « C'est difficile à faire un vrai parti socialiste, populaire (!), unitaire, combatif, enraciné dans les masses, à la fois (!!!) national et internationaliste ».

directeur - gérant
F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. »
232, r. de Charenton, Paris-12^e
distribué par les N.M.P.P.